

LE CHIFFRE **1^{er} juillet**

Un joint, oui; du tabac, non

Les restaurants, cafés et coffee shops néerlandais appréhendent l'entrée en vigueur ce 1^{er} juillet de l'interdiction du tabac dans les lieux publics. "Les patrons redoutent l'interdiction: des sondages montrent que 60 pc pensent vendre leur établissement", dit le secteur sur son site horecasite.nl. Quant aux coffee shops, il sera toujours possible d'y allumer un joint, mais pas si l'herbe est mélangée à du tabac... ■

L'HISTOIRE



Un casino en plein air à Cannes

Une salle de jeux en plein air, la première en Europe selon ses créateurs, a ouvert ce week-end sur une terrasse du casino Palm Beach de Cannes. L'ouverture de ce nouvel espace constitue une petite révolution dans le monde feutré et codifié des casinos. Les gérants ont profité d'une loi française de 2007 qui a autorisé les jeux à devenir une activité visible. Mais il a fallu s'arranger avec le ministère de l'Intérieur. Ainsi, si un orage se déclenche, la sécurité avec caméras et micros est renforcée. De plus, l'accès à la terrasse ne se fait que par la salle de jeux intérieure. ■

LA PHRASE

“ Il faut que cette présidence française soit modeste. ”

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

L'ancien président français, qui n'a jamais douté de sa personne, a invité Nicolas Sarkozy à une grande humilité à l'entame de sa présidence européenne. Jusqu'ici, dit-il, "le ton est juste".

Union européenne - BILAN DE LA PRÉSIDENTIE SLOVÈNE

La Slovénie a passé l'examen avec brio

- ▶ Elle était le premier Etat membre d'Europe centrale à prendre la présidence de l'UE.
- ▶ De janvier à juin, elle a fait avancer la cause des Balkans et dégage des accords dans plusieurs dossiers.
- ▶ Le "non" irlandais jette une ombre sur son (bon) bilan.

Bien que le rejet irlandais du traité de Lisbonne jette une ombre sur le bilan de ses six mois de présidence du Conseil de l'Union européenne, la Slovénie peut céder le relais à la France avec le sentiment du devoir accompli. Et si la manière dont elle a géré, début juin, la vraie fausse alerte nucléaire de sa centrale de Krsko fait tache, elle reçoit néanmoins les félicitations du jury européen dans l'ensemble de matières.

La présidence slovène ne suscitait pourtant pas d'attentes démesurées, lorsqu'elle a débuté, en janvier, en raison du poids plume politique et de l'inexpérience de la petite république dans la conduite des affaires de l'UE – elle était le premier Etat membre issu de l'élargissement de 2004 à se frotter à l'exercice.

"Ils ont démarré très lentement", rappelle un diplomate européen. "Mais le sprint final a été remarquable et ils ont réussi à décrocher des accords dans plu-

sieurs dossiers lourds, impliquant le Conseil et le Parlement européen." Des avancées ont ainsi été enregistrées dans le domaine de l'environnement (inclusion le secteur de l'aviation dans le système d'échange des permis de polluer, directive sur la qualité de l'eau...); de l'énergie (accord sur la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz); de l'immigration (directive retour); sur le plan social (accord sur les directives temps de travail et intérim), etc. "Certains

accords sont rendus possible par le travail effectué en amont ou par l'urgence politique, mais le bilan slovène mérite un coup de chapeau" poursuit la même source.

Priorité aux Balkans

Ancienne composante de l'ex-Yougoslavie, la Slovénie avait annoncé sa volonté d'accorder une attention accrue au processus d'élargissement de l'UE aux pays des Balkans occidentaux. Les résultats engrangés ne sont pas né-

gligeables. Le contexte politique tendu – indépendance du Kosovo, poussées nationalistes avant les élections législatives – imposait à l'Europe d'offrir à la Serbie une réelle perspective d'adhésion plutôt que de la laisser basculer dans l'orbite de Moscou. Après des années de pourparlers, Belgrade a enfin signé un accord de stabilisation et d'association (Asa), prélude à l'adhésion – la Belgique et les Pays-Bas ont toutefois obtenu qu'il n'entre en vigueur que lors-

que la Serbie coopérera pleinement avec le Tribunal pénal international. Et à la mi-juin, c'est la Bosnie qui a signé un Asa lui aussi longtemps attendu.

Autre plume à mettre au chapeau de Ljubljana: bien que divisés sur le sujet, les Vingt-sept sont parvenus à s'entendre sur l'envoi d'une mission civile au Kosovo pour accompagner les premiers pas du nouvel Etat. "Ils se sont très bien sortis de ces problèmes", commente un autre diplomate. Qui met également au crédit slovène la tenue du récent sommet l'UE et la Russie: "Le Premier ministre Jansa a payé de sa personne pour convaincre la Lituanie d'abandonner son veto à la réouverture des négociations pour un nouvel accord de partenariat". "En revanche" poursuit cet habitué des négociations, "ils étaient hors du coup pour le sommet UE-Amérique latine. Leur manque de relais et d'expérience les a obligés à passer la main. Ce qui indique la nécessité d'avoir un président permanent de l'Union".

Le traité de Lisbonne étant en cale sèche, ce n'est pas pour tout de suite. Avant le non irlandais, la Slovénie a cependant fait progresser les travaux sur la mise en œuvre du texte. Et Janez Jansa a conduit le sommet européen de juin de manière à ce que les Vingt-sept réaffirment leur soutien au traité. Sans s'en laisser compter par un Sarkozy désireux de prendre les rênes avec un peu d'avance.

Olivier le Bussy



■ Un (rare) sourire illumine le visage du Premier slovène Janez Jansa (à g. de M. Barroso). La Slovénie a bien mené sa barque.

L'Europe a besoin "d'un capitaine de foot, pas d'un empereur"

- ▶ A la veille de la présidence française, Sylvie Goulard met en garde contre la tentation de tirer la couverture à soi.

ENTRETIEN

TANGUY VERRAES

A la veille de la présidence française du Conseil de l'Union, Sylvie Goulard, présidente du Mouvement européen-France et professeur au Collège d'Europe, met en garde contre la tentation de tirer la couverture à soi et engage, comme dans son dernier ouvrage, à "cultiver notre jardin européen". Pour elle, "le vrai enjeu" de la présidence française "est de remettre le citoyen dans le bateau européen". Car "l'Europe est devenue mortellement ennuyeuse".

Quels atouts Paris peut-il faire valoir?

Les atouts tiennent au dynamisme de Nicolas Sarkozy et à l'expérience européenne de certains dirigeants, comme Jean-Pierre Jouyet. Le Président veut faire bouger les choses et l'Europe en a bien be-

soin. Il a su prendre ses responsabilités durant la campagne électorale sur la ratification du nouveau traité européen, alors que la démagogie aurait pu le mener à la position inverse (NdlR: organiser un référendum). Mais la réussite d'une présidence dépend avant tout de la capacité du pays concerné à faire prévaloir l'intérêt général sur ses propres intérêts. Un bon président, c'est plus un capitaine d'équipe de foot qu'un empereur d'Europe.

Inversement, que peut-on craindre de cette présidence française?

Bien entendu, Nicolas Sarkozy a les défauts de ses qualités. Le dynamisme va-t-il être mis à profit pour faire bouger les lignes là où c'est nécessaire? Il est évident qu'il peut y avoir des débordements et des tentations de tirer la couverture à soi. C'est un problème de style et de personne. Il faut faire avec. Il faut surtout ramener la présidence à ce qu'elle est, c'est-à-dire six mois où l'on exerce des fonctions au service de tous. Il y a suffisamment de blagues belges sur les vertes premières des Français, notamment sur leur "modestie", pour ne pas avoir besoin d'en dire plus!

Quel tour de magie la France peut-elle proposer pour aller au-delà du "non" irlandais au traité de Lisbonne?

Nicolas Sarkozy n'est pas Harry Potter. Il n'y a pas de tour de magie réglant les problèmes par miracle. Bien sûr, ce "non" est révélateur d'un malaise profond qui doit pousser les gouvernements à se remettre en cause.

Mais il ne doit pas être un prétexte pour renoncer à l'action quand elle est nécessaire, notamment pour des motifs tirés de l'évolution du monde. C'est aux Irlandais d'interpréter leur "non". Il ne semble pas qu'ils aient voulu quitter l'Union. Ils doivent donc contribuer à dire en quoi un traité qui, sans être un chef-d'œuvre, apporte un peu plus de démocratie et d'efficacité, leur pose un problème.

La présidence française coïncide-t-elle avec un retour en force de l'axe franco-allemand?

Ce qui me frappe, c'est la découverte ex post de la force du lien franco-allemand chez les chanceliers ou les présidents lorsqu'ils sont élus. On pourrait penser qu'ils s'y préparent, ou qu'ils s'entourent des conseillers les plus compétents, et non! Ils arrivent au pouvoir sans tenir compte de l'importance du partenaire. Comme Nicolas Sarkozy en 2007,

qui a lancé son "Union de la Méditerranée" sans concertation avec l'Allemagne. Comme Gerhard Schröder en 1998. C'est ce que j'appelle le couple franco-allemand avec mercurochrome: on attend de s'être cogné dans le mur de la réalité pour se remettre à travailler ensemble. Cela fait beaucoup de temps perdu, de dégâts et de confiance gaspillée.

Alors que l'Union s'ouvre vers l'extérieur, on voit des poussées nationalistes naître un peu partout...

La recrudescence de nationalismes est l'un des principaux dangers qui guettent l'Union. Face au retour vers un esprit provincial, une fermeture aux autres, il y a un effort à mener pour ne pas céder à cette facilité qui apporte avec elle des jugements de valeur. Les Français et les Allemands doivent faire passer ce message que l'ouverture aux autres cultures a une valeur en soi, et non pas le repli sur ce qu'on connaît le mieux. L'Europe va à l'encontre de tous les réflexes spontanés, qui sont de se trouver plus malin que son voisin ou de trouver que son pays est mieux que celui d'à côté. ■

▶ (*) Sylvie Goulard. "Il faut cultiver notre jardin européen", Seuil, Paris, 2008.